

PROMOTIO JUSTITIAE

EXCHANGES ECHANGES INTERCAMBIOS

Nº 42, Octobre, 1989

DANS CE NUMERO

- * **LE RASSEMBLEMENT OECUMENIQUE EUROPEEN "PAIX ET JUSTICE"**, Bâle
Josef Bruhin, S.J.
- * **LA DETTE DU TIERS MONDE: QUI DOIT CHANGER DE MENTALITE?**
Friedhelm Hengsbach, S.J.
- * **REFLEXIONS SUR LES DIMENSIONS SOCIALES DES CELEBRATIONS IGNATIENNES**
Peter Henriot, S.J.
- * **ANALYSE SOCIALE ET DISCERNEMENT DANS LA PROVINCE DU MEXIQUE**
Luis G. del Valle, S.J.
- * **RENCONTRE DES CENTRES SOCIAUX NORD-AMERICAINS**
- * **NOUVELLES:** Une remarquable lettre des Provinciaux d'Amérique Latine
Nouveaux Coordinateurs de l'Apostolat Social en Asie
L'Apostolat Social dans l'Assistance d'Afrique
Rencontre Européenne des Jésuites:
 - L'EUROJESS à Vienne (Spécialistes en sciences sociales)
 - Mission Ouvrière (M.O.)
 - Forum des Scolastiques Jésuites

LE RASSEMBLEMENT OECUMENIQUE EUROPEEN

"PAIX ET JUSTICE"

(Bâle, 15-21 mai 1989)

Josef Bruhin, S.J.

Jamais depuis le temps de la Réforme il y a environ 500 ans, ou même depuis la séparation de l'Eglise entre Orient et Occident il y a plus de 900 ans, n'avait-on vu un tel événement: des chrétiens de toutes les Eglises d'Europe et de tous les pays d'Europe - sauf l'Albanie - parler d'une même voix et approuver conjointement un document concernant les problèmes les plus urgents de notre temps. Ceci est arrivé pendant la semaine de la Pentecôte 1989 dans la ville de Bâle, là où s'était tenu un des anciens Conciles et où, de nos jours, s'est produit l'un des pires désastres chimico-écologiques.

Inoubliable fut pour moi, en tant que délégué, le vote du document final que je n'hésiterai pas à qualifier d'historique. Une fois terminés les débats sur le texte, le Doyen John Arnold, anglican qui présidait, ne se contenta pas de passer au vote. Il invita les 700 délégués, la centaine de journalistes et de visiteurs présents dans la salle, à rester un moment en silence et à prier l'Esprit Saint. On n'entendit pas un bruit dans la salle. Chacun avait conscience de l'importance du moment. A partir de ce qui avait précédé, on ne pouvait pas être assuré que le texte obtiendrait la majorité requise des 3/4. Lorsque 95% des délégués manifestèrent leur approbation, la joie fut immense. Un long applaudissement - auquel le Métropolitite Alexij de Leningrad se joignit avec autant d'enthousiasme que la jeune méthodiste déléguée d'Italie assise auprès de moi - nous conduisit spontanément à chanter ensemble le "Dona nobis pacem". On ressentit fortement que l'"Oïkumene" est plus une réalité que ne semblent l'indiquer des discussions à un haut niveau, et que c'est là l'oeuvre de l'Esprit Saint.

Origines

La volonté d'organiser le Congrès de Bâle venait du Conseil Mondial des Eglises. Lors de son Assemblée Générale de 1983 à Vancouver, il lança un appel aux Eglises membres de ce Conseil d'entrer maintenant dans un "processus conciliaire d'engagement mutuel pour la justice, la paix et l'intégrité de la création". Ces paroles s'inspiraient de Dietrich Bonhoeffer qui, dès 1933, avait proposé un Concile de la Paix: "Seul un concile oecuménique mondial de la Sainte Eglise du Christ peut dire le mot que le monde entendra en grinçant des dents et qui fera que les peuples se réjouissent parce que l'Eglise, au nom du Christ, enlève des mains de ses enfants toutes leurs armes, leur interdisant de commencer une guerre et proclamant la Paix du Christ à un monde qui devient fou" (Gesammelte Schriften I, p.219). Les délégués du Tiers Monde ont dit avec insistance que tout discours sur la paix n'aurait aucun sens s'il ne dénonçait pas l'injustice à l'échelle du monde. La paix ne peut être une acceptation du statu quo laissant les riches être riches et les pauvres rester pauvres. D'autres ont affirmé que la paix et la justice ne peuvent être

réelles que si est préservé l'environnement de la vie humaine. Que peuvent signifier la paix et la justice dans un monde transformé en un désert?

Une invitation fut aussi envoyée à l'Eglise Catholique. Après un long temps d'hésitation, en décembre 1987 vint une réponse positive de la part du Vatican. Celui-ci donnait le feu vert au "Conseil des Conférences Episcopales d'Europe" pour qu'il accepte une pleine co-responsabilité dans l'organisation du Congrès de Bâle avec la "Conférence des Eglises d'Europe" (orthodoxes, réformées, luthériennes). Malheureusement l'Eglise catholique ne participera pas de la même manière au Congrès Mondial de Séoul prévu pour mars 1990. Elle participera en partie à la préparation de cette rencontre et 50 délégués, sur un total de 550, y seront envoyés. Cependant la responsabilité d'ensemble est confiée au Conseil Mondial des Eglises, qui envoie aussi les invitations.

Un processus conciliaire

Le Rassemblement Oecuménique de Bâle n'était pas une rencontre de spécialistes. Cela est évident dans le document final. L'analyse des menaces que l'humanité doit redouter, bien que vraie, aurait pu être plus détaillée et plus précise. Le Rassemblement des 700 délégués n'a pas débattu comme un parlement pouvant émettre des normes ayant valeur de loi. Il n'avait aucune autorité sur les Eglises membres et pouvait seulement parler en son nom, invitant les Eglises et les chrétiens d'Europe à accepter les décisions du Congrès. Cependant celui-ci était une sorte de synode qui, selon un processus conciliaire, examinait "ce que l'Esprit dit aujourd'hui aux Eglises". Les Eglises et les chrétiens d'Europe furent invités à participer à la préparation du document de travail. En octobre 1988 un premier texte fut envoyé qui suscita 600 réponses venant de presque tous les pays. A partir de ces réactions, un second texte amélioré fut préparé et envoyé. En réponse plus de 500 changements furent proposés. Lors du Congrès lui-même une centaine d'autres propositions vinrent des 20 groupes de travail. Il n'y a certainement aucun autre document oecuménique qui ait été élaboré avec d'aussi larges consultations et discussions et pour lequel un Comité de rédaction ait pris autant de peine pour intégrer dans le texte final le grand nombre de changements proposés.

On peut vraiment dire que le document final est le fruit d'un processus conciliaire, si nous entendons ce mot comme une convocation adressée aux chrétiens pour qu'ils prient ensemble, dialoguent et prennent des décisions.

Au sens strict, Bâle ne fut certainement pas un concile universel, ni le synode d'un continent. Il ne pouvait en être ainsi étant donné la situation actuelle du mouvement oecuménique. Et pourtant les menaces qui pèsent sur le monde demandent que les Eglises parlent d'une manière qui lie tous les chrétiens et qui ait un écho au sein de l'humanité. Si cette voix est la voix du mouvement oecuménique ou d'un processus conciliaire, il sera évident que, à tous les niveaux, le plus grand nombre possible d'hommes doivent s'engager de telle sorte que commence à changer, universellement et profondément, la conscience que l'on a de ces menaces; cela pourrait alors conduire des abîmes et des puissances de mort à la vie et au Royaume de Dieu. Bien que le premier objectif de cette réunion ait été de répondre aux défis de la justice, de la

paix et de l'intégrité de la création, le Congrès de Bâle a donné une impulsion et un dynamisme nouveau inattendu à l'"Oïkumene". Ceci ne veut pas dire que les différences entre Eglises ne furent pas ressenties. En réalité, elles amenèrent à des discussions vives dans certains ateliers. Les différences existant encore furent perçues avec réalisme, mais elles n'atteignirent pas le vaste domaine de communion existant déjà. Ceci en amena certains à poser la question: "l'oecuménisme du Peuple de Dieu", selon la formule du Cardinal Martini, ne porte-t-il pas plus de fruits que l'oecuménisme des responsables, des théologiens et des spécialistes des Eglises? Ce qui a marqué l'événement de Bâle ce fut la présence de la "hierarchie" et de la "base" parmi les délégués officiels (environ 35% de femmes), aussi bien dans l'Assemblée que dans d'autres manifestations (étude de la Bible, liturgies expositions concernant les mouvements et les groupes, etc.). Tout ceci ne doit-il pas être interprété comme un signe de l'Esprit Saint nous demandant avec instance de donner plus de place à une telle manière de faire?

Nouvelle identité des Chrétiens en Europe

Il serait faux de penser qu'à Bâle les Eglises d'Europe ont acquis une identité radicalement neuve et forte comme c'est le cas de l'Eglise d'Amérique Latine. Celle-ci a encore une longue route à parcourir. En Amérique Latine, Medellin et Puebla sont nés d'un contexte fait de nouvelles formes de vie de l'Eglise, elles-mêmes nourries d'une pratique et d'une théorie inconnues jusque là. De plus, les chrétiens de ce continent ont prouvé mille fois depuis lors par le sacrifice de leur vie qu'ils ne se contentent pas de belles et solennelles déclarations. L'événement de Bâle n'aura une importance historique que lorsque les déclarations se seront traduites en actions. Pourtant le document final du Rassemblement définit clairement ce que veut dire être chrétien dans l'Europe d'aujourd'hui. Ne peut-on pas attribuer au travail de l'Esprit Saint le fait qu'à chaque phase le document s'est fait plus incisif, refusant tout compromis qui l'affaiblirait? Ne doit-on pas attribuer au travail de l'Esprit le fait que le document final propose aux jeunes des vues et des choix qui poussent à l'espérance?

Il est très significatif pour l'avenir, cependant, que tous les chrétiens réunis à Bâle étaient profondément convaincus de la pertinence de l'Evangile quand il s'agit de société et de politique; que tous partageaient la conviction que les Eglises ne peuvent pas se préoccuper seulement de la vie après la mort et du salut individuel. Ceci, en dépit du fait qu'aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest des opinions ont été exprimées et des pressions exercées pour maintenir les Eglises à l'écart de la vie publique. Après Bâle il ne sera plus facile de remettre en question la fonction critique des Eglises dans la société comme aiment le faire certains cercles, au sein ou en dehors des Eglises.

Bâle n'était pas un Concile et n'a pas approuvé une confession de foi. Pourtant si les fidèles et les Eglises font leurs les recommandations de Bâle, les uns et les autres acquerront une **nouvelle identité** qui rendra très visible la présence chrétienne dans la lutte pour la justice, la paix et l'intégrité de la création. Il sera possible de savoir ce que sont les chrétiens d'Europe et quelles sont leurs convictions.

Le document de Bâle

Bien que le processus conciliaire soit plus important que le document final du Rassemblement de Bâle, ce dernier mérite d'être sérieusement étudié. Il a été écrit pour les chrétiens d'Europe et dans une perspective européenne, peut-être même d'Europe de l'Ouest. Pourtant il ouvre des vues nouvelles - affirmer ceci n'implique aucune arrogance - pour un travail qui doit être fait aussi dans d'autres continents. La question est pour l'instant ouverte de savoir si le Rassemblement mondial de Séoul ira plus loin.

La structure du document de Bâle suit la triple démarche: "voir, juger, agir". Le document commence par une analyse de la situation qui menace l'humanité, situation dans laquelle les chrétiens ne sont pas simplement comme les autres, mais dont eux-mêmes et les Eglises portent une lourde responsabilité. La partie "voir" réfléchit sur la foi commune en Dieu et en son message. Il est important qu'alors, au lieu de dénoncer l'injustice, la guerre et la destruction de l'environnement comme fruits d'un "monde mauvais", les Eglises et les chrétiens confessent clairement leur faute. Pénitence et conversion sont nécessaires. Les autres réflexions de cette section sont centrées sur une vision de l'Europe de demain.

Le dernier chapitre, orienté vers l'action, comprend deux parties. L'une exprime les convictions de foi partagées qui doivent éventuellement conduire à des confessions de foi communes; l'autre énumère des recommandations et des engagements concrets. Tout ceci montre au lecteur qu'à Bâle les délégués furent capables de parvenir à un consensus sur un document remarquablement radical et politiquement engagé. L'option préférentielle pour les pauvres et les sans-pouvoir, et ce que cela implique, - à savoir s'engager à un nouvel ordre économique mondial, donner une solution claire aux problèmes de la dette, défendre courageusement les droits de l'homme -, exige que chaque chrétien et chaque Eglise prenne clairement position. La priorité est donnée à une promotion de la paix plus qu'à une juste prévention de la guerre. Il est explicitement déclaré que, en suivant le Christ, nous devons trouver une nouvelle manière de rendre témoignage à ce qu'est une vie non-violente. La section traitant de l'environnement refuse de voir la croissance économique constante comme une valeur indépendante, et condamne la manière dont sont exploitées les ressources de la nature. Une attention est avant tout donnée au problème de l'énergie.

L'esprit et l'espérance qui ont animé le Rassemblement de Bâle sont parfaitement exprimés dans les mots qui terminent le message adressé à tous les chrétiens d'Europe:

"L'Esprit de Dieu qui nous a rassemblés ici agira toujours bien au-delà de nos attentes. Nous croyons qu'il est à l'oeuvre pour faire lever le grain qui a été semé. Telle est notre espérance, telle est notre prière".

P.S. Le document existe en allemand, en anglais, en français et en russe. On peut le demander au "Conseil Mondial des Eglises", Boîte Postale 66, CH-Genève 20. On le trouvera en français dans le numéro 1989 du 20 août 1989 de la "Documentation Catholique".

LA DETTE DU TIERS MONDE

Qui doit changer de mentalité?

Friedhelm Hengsbach, S.J.

Lorsque les responsables des banques commerciales, les hommes politiques et les représentants des multi-nationales discutent entre eux de la dette; ils attribuent la responsabilité de celle-ci aux débiteurs. Ceux-ci doivent changer leur manière de penser économique-politique... Il nous faut pourtant poser la question: les crédateurs n'ont-ils pas autant besoin de changer leur manière de penser?

(1) En réalité, une analyse sérieuse des structures de la dette du Tiers Monde révèle que la majorité des pays peut difficilement en être regardée comme responsable. Dans les pays industrialisés aussi faire des emprunts est accepté comme l'un des éléments de toute économie dynamique. Prêter à des pays en voie de développement n'implique pas en soi des risques, pourvu que cela facilite un investissement productif, lequel à son tour rend possible le remboursement de la dette. Fondamentalement la dette du Tiers Monde indique une répartition inégale des revenus au plan mondial. Il y a d'un côté les débiteurs qui manquent des capacités nécessaires pour faire face à des besoins essentiels; il y a, de l'autre, les crédateurs dont les revenus dépassent largement le niveau prévu de consommation. On doit aussi garder présent à l'esprit le fait que la dette étrangère des USA est plus importante que celle du Tiers Monde. Les USA sont actuellement le plus grand débiteur du monde. Les pays en voie de développement les plus pauvres, on doit le remarquer, sont seulement marginaux dans la crise de la dette. Les principaux débiteurs sont les pays dont l'économie décolle, tournés vers l'exportation et ayant de bons niveaux de revenus. En fin de compte, il n'est pas juste, de la part des banques privées et des pays industrialisés, d'insister sur le fait qu'on devrait traiter séparément le cas de chaque pays endetté, alors que les pays débiteurs participent comme "blocs" à l'ensemble des discussions.

(2) La corruption, la mauvaise gestion et une politique de développement défectueuse sont attribuées aux élites qui gouvernent les pays en voie de développement, cela impliquant que ceux-ci sont les premiers responsables de la crise de la dette. On accuse la fuite des capitaux, les gigantesques constructions de prestige, les projets pharaoniques, un accent exagéré mis sur l'industrialisation, la mono-structure des exportations, les subventions accordées aux échanges alimentaires, les taux d'échanges artificiels, une politique monétaire dépensière, le développement excessif de la bureaucratie.

Toute corruption suppose un partenaire. Dès lors est posée la question de la co-responsabilité. L'argent des élites qui gouvernent tend à affluer vers les banques qui ont justement une voix dans le consortium qui décide de la distribution des crédits. Ignorant les critères de ce qu'on appelle "Country Rating" pour déterminer leur fiabilité, de larges crédits ont été accordés à

des pays comme le Zaïre, le Soudan, l'Irak et les Philippines, soit en raison de leur politique étrangère pro-occidentale, soit en raison de leur importance géo-stratégique pour les pays industrialisés.

Les intérêts économiques des multi-nationales et des pays industrialisés coïncident avec ceux des élites qui gouvernent les pays en voie de développement. Quand s'élève un conflit d'intérêts, les trans-nationales réussissent ordinairement à imposer leurs conditions aux gouvernements des pays en voie de développement parce qu'elles peuvent répartir les profits entre leurs établissements de base chez elles et leurs branches dans les Tiers Monde.

Qui doit définir qu'une politique économique est défectueuse? Est-ce le rôle des néo-libéraux, qui contrôlent l'économie politique des pays industrialisés et n'ont pas beaucoup réussi en face du chômage et de la nouvelle pauvreté? Dans les pays en voie de développement une relation différente entre secteurs privé et public peut être justifiée: les limites imposées au marché libre par l'Etat peuvent ne pas présenter de grands problèmes; les prix alimentaires réglés par le marché ne sont pas une garantie pour les producteurs d'obtenir des prix justes. Une critique du rôle grandissant de l'Etat n'est pas universellement valide; pas plus que n'est toujours saine la devise: "compter davantage sur le marché et moins sur l'Etat". En réalité, amputer le budget de l'Etat signifie souvent limiter les investissements à la base, détériorer les possibilités de production et rendre pires les conditions de vie. Une diminution des dépenses de l'Etat dans les services, les infra-structures, les transports et tout spécialement dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la fourniture d'eau et d'énergie, etc. a conduit à une plus grande inégalité économique et sociale.

(3) Le problème de la dette n'est qu'une partie d'une **crise du développement plus fondamentale**. Ce n'est pas seulement une crise financière qui demande d'examiner les capacités de remboursement de chaque pays débiteur. Appliquer à tous les théories qui prévalent concernant la division internationale du travail, les régions de croissance concentrée et d'industrialisation endettée, est vraiment très inadéquat. La théorie concernant la division internationale du travail suppose qu'il y a des conditions de départ à peu près semblables pour tous les partenaires du marché. En réalité, dans la plupart des pays en voie de développement la production économique se situe dans des structures de dépendance économique et sociale. De plus, la qualité des biens échangés varie grandement et les conditions du marché pour les pays en voie de développement se concurrencent entre eux tout autant qu'ils sont en concurrence avec les pays industrialisés, alors que le marché des produits industriels est contrôlé par les cartels internationaux. Au mieux la théorie s'applique à un nombre limité de petits pays orientés vers l'exportation dans l'Asie du Sud-Est, pays intégrés dans l'économie mondiale et ne constituant qu'un tiers de la population des pays en voie de développement.

Les prévisions faites par les spécialistes du développement ne sont pas faibles. Selon eux, l'élan poussant à la croissance dans les pays industriellement en progrès tend à pénétrer dans les pays les environnant, y améliorant les conditions de vie. En réalité la différence du PNB entre les deux genres de pays ne fait que croître.

On ne peut dire à l'avance si les prêts promeuvent des réserves intérieures permettant des investissements, ceux-ci ayant pour résultat des exportations qui facilitent le remboursement de la dette, ou bien si ces mêmes prêts stimulent seulement plus d'importations et une consommation croissante laissant le pays endetté. Les pays dont l'économie prend un essor, réussissant parfois grâce à une industrialisation endettée et à une orientation vers le marché mondial, sont affrontés à des incertitudes qui échappent à leur contrôle. Par deux fois les prix du pétrole ont brusquement monté; le cours fluctuant du dollar a des effets désastreux quand importations et exportations sont payées dans de monnaies différentes, lorsque le prix des matières premières s'effondre et que les termes du marché atteignent le plus bas niveau. Le concept de développement fondé sur une industrialisation endettée s'orientant vers les exportations implique bien des risques et une grande vulnérabilité face à la crise. Ce ne sont pas ces pays, donc, qui méritent le titre de "rois de la dette", mais plutôt les spécialistes du développement des pays industrialisés. C'est à eux qu'on devrait attribuer la responsabilité première de la crise de la dette.

(4) Pour être juste face au problème, on doit attribuer plus de responsabilité au créateur qu'on ne le fait habituellement dans les débats publics. **Premièrement**, c'est un fait que les banques transnationales et les institutions multilatérales, auxquelles est due la totalité de la dette étrangère, ont été elles-mêmes surprises par la crise de la dette. Cela s'est produit parce qu'elles n'ont qu'une information insuffisante, ont attendu de grands profits, ont fait confiance aux appuis officiels et ont été entraînées à une concurrence avec les autres banques.

Deuxièmement, des banques prestigieuses qui pouvaient distribuer des prêts dans les "zones libres" et, ignorant les règles de la Banque Centrale concernant les devises étrangères (\$, D.M., Yen), ont fait des dépôts dans d'autres banques, ont découvert des possibilités élargies de prêts et de dépôts. Entre 1976 et 1983 leur volume a augmenté de 500% dont seulement 1/5 concernant des pétro-dollars.

Troisièmement, la politique monétaire et financière des USA a beaucoup contribué à provoquer la crise de la dette. Malgré la dévaluation considérable du dollar US, un grand déficit, financé par l'Etat et par la politique de taux d'intérêt élevés, depuis 1980, a eu pour résultat que les USA sont l'un des premiers pays d'importation absorbant le capital international.

Quatrièmement, il y a aussi le rôle du FMI opérant au nom des pays riches industrialisés et donc sous une forte pression. Il est vrai que son rôle dans une restructuration de la dette rétablit un crédit solide des pays endettés, en mobilisant les ressources financières publiques et privées. Cependant les conditions qu'il impose sont fortement contestables. Celles-ci sont uniquement orientées vers les importations, la gestion de l'argent, restreignant la fonction sociale de l'Etat, abaissant les gains réels de la majorité de la population pour mieux profiter des occasions permettant exportation et investissement privé. Les conséquences en sont: une sérieuse détérioration des conditions de vie des gens ordinaires, un chômage croissant, une diminution

de la production et une dépendance croissante de crédits extérieurs sans rendre possible le remboursement de la dette grâce aux gains de l'exportation.

Cinquièmement, les pays industrialisés ne sont pas disposés à ouvrir leurs marchés aux produits des pays du Tiers Monde, ce qui leur permettrait de payer leurs dettes. Aussi longtemps que de telles facilités d'exportation n'existent pas, l'annulation des dettes doit être regardée comme une proposition raisonnable pour résoudre la crise de la dette.

REFLEXIONS SUR LES DIMENSIONS SOCIALES DES CELEBRATIONS IGNATIENNES

Peter Henriot, S.J.

La récente lettre du Père Kolvenbach à la Compagnie (2 février 1989) invite tous les jésuites à célébrer en 1990-1991 les anniversaires ignatien. Il nous demande de réfléchir à nos ministères apostoliques et de renouveler nos engagements personnels pendant cette année jubilaire à la lumière de la spiritualité ignatienne.

Ce qui suit ne sont que quelques brèves suggestions concernant les manières grâce auxquelles la "dimension sociale" de la spiritualité ignatienne peut être incluse à sa place dans toutes nos célébrations. Par "dimension sociale" j'entends simplement cette insistance sur la justice, la paix, l'option pour les pauvres, la transformation des structures de la société, l'évangélisation de la culture, l'appel à la solidarité internationale, etc., à quoi nous ont appelés les Congrégations Générales récentes et l'enseignement social de l'Eglise.

J'écris cela à partir de ma situation dans le Tiers Monde, mais surtout à partir d'une expérience en Amérique du Nord, en espérant que des applications adaptées puissent se faire à l'échelle de la Compagnie dans le monde entier.

1.- La base de tout accent mis sur la "dimension sociale" doit se trouver dans les **Exercices Spirituels**. Les 32e et 33e CG ont insisté sur cela. Pendant la célébration des anniversaires, alors que nous explorons plus profondément la signification et la pertinence des Exercices, ne pouvons-nous pas rechercher la manière dont Ignace nous amène à faire ce que l'on appelle le "lien" - ou mieux l'"intégration" - entre foi et justice? Quelques exemples de cela pourraient être:

- a) Quels sont aujourd'hui les aspects sociaux des "péché, haine et mort" contre lesquels le Christ Roi m'invite à me joindre à Lui dans son combat?
- b) Quelles situations morales me conduisent davantage au "laborare mecum"? v.g., quel est le contexte social - la "géographie sociale" - d'un engagement apostolique auquel je me réfère à partir de l'aspect de la venue historique aujourd'hui du Royaume?
- c) Quelles sont les implications apostoliques entre l'appel à "suivre le Christ dans la plus grande pauvreté spirituelle et, si telle est la volonté de Dieu, même dans la pauvreté réelle" et l'appel actuel de l'Eglise à faire une "option préférentielle pour les pauvres"?
- d) Quels sont les aspects de la "spiritualité de la création" qu'on trouve dans la "contemplation ad amorem", en lien avec une prise de conscience écologique soulignée, par exemple, dans "Sollicitudo rei Socialis"?

2.- Les thèmes sociaux suggérés ci-dessus et bien d'autres ne sont pas nouveaux dans une étude de la spiritualité ignatienne. Ce que je suggère ici est que nous nous assurions simplement de les souligner dans nos célébrations. S'il n'en était pas ainsi, ce serait transmettre un message terriblement négatif: les Exercices n'ont rien à voir avec la mission de la Compagnie aujourd'hui telle que l'exprimèrent les 32e et 33e CG! (J'ai entendu parler de récents "cours" ignatiens ne faisant aucune mention des dimensions sociales et prétendant pourtant donner un aperçu de la pertinence contemporaine des Exercices). Nous pouvons souligner quelques thèmes de bien des façons, par exemple:

- a) Inviter les jésuites engagés dans divers apostolats sociaux à réfléchir sur la manière dont les Exercices les influencent dans leur ministère. (Je crois que le CIS a fait quelque chose comme cela il y a quelques années).
- b) Communiquer largement des rapports sur des exemples de "retraites sociales" données récemment, i.e. des retraites intégrant explicitement foi et justice (v.g. la retraite de Joe Hacala en 1988 pour la Province de la Nouvelle-Angleterre; le programme des retraites de Michael Czerny pour la Province du Canada Anglais).
- c) Promouvoir la publication ou la réédition d'articles sur les Exercices et la spiritualité sociale (v.g. ce qu'a publié en 1974 le Center of Concern, Soundings).

3.- Nombre de nos **Maisons de retraites jésuites** ont orienté leur apostolat de manière à inclure service des pauvres et promotion de la justice. Ceci a compris des programmes pour les pauvres et ceux qui travaillent avec eux. Connaître ces expériences pourrait en stimuler d'autres à faire des efforts semblables, spécialement pendant l'année des anniversaires. Quelques exemples auxquels je pense:

- a) Julian Elizade donne des retraites pour les réfugiés vietnamiens à Portland (Orégon) et dans tous les Etats-Unis.
- b) Frank Moan a dirigé des retraites aux Etats-Unis pour des personnes travaillant avec les réfugiés.
- c) La Province du Maryland assure des retraites pendant l'été pour les familles pauvres.

- d) Le Centre spirituel de Guelph a aidé des membres des CVX à renforcer leurs liens avec une spiritualité de la justice.
- e) De nombreuses maisons de retraites des Etats-Unis ont généreusement offert la possibilité à des membres du Jesuit Volunteer Corps de faire des retraites en rénovant leur engagement au service de la justice et des pauvres.

4.- Je me suis souvent demandé si certaines choses sur lesquelles Ignace a insisté pendant sa vie constituent un message ou un enseignement particulier pour notre lutte actuelle en faveur de la justice sociale. Des historiens pourraient nous aider à comprendre la pertinence actuelle de choses telles que les suivantes:

- a) Pourquoi Ignace s'est-il occupé des prostituées à Rome, et comment était-il vu par les gens d'Eglise travaillant avec des personnes regardées comme étant plus 'propres'? Que cela signifierait-il pour les jésuites qui s'occupent aujourd'hui des malades du sida, des drogués, etc.?
- b) Pourquoi Ignace a-t-il demandé aux profès de promettre d'enseigner les enfants? Que cela signifie-t-il pour l'effort que nous faisons aujourd'hui en faveur des jeunes marginalisés dans une société de consommation? Quelle relation cela a-t-il avec ce que Medellin a appelé une "option pour les jeunes"?
- c) Pourquoi Ignace a-t-il insisté pour que les théologiens jésuites à Trente vivent dans un environnement très pauvre (hopitaux) et soient régulièrement en rapport avec les pauvres (enseigner le catéchisme aux enfants)? Que cela suggère-t-il pour le style de vie et l'activité apostolique des jésuites auxquels il est demandé de s'engager avec des gens riches, influents et détenant le pouvoir?
- d) Pourquoi Ignace a-t-il mis parmi les expériences du noviciat le pèlerinage et d'autres expériences de la pauvreté et de la difficulté? Que cela signifie-t-il pour la "formation permanente" demandée aujourd'hui par la Compagnie?
- e) Pourquoi Ignace a-t-il passé tant de temps (et versé tant de larmes) pour déterminer quelle forme aurait notre pauvreté? Que cela signifie-t-il pour le style de vie de tous les jésuites aujourd'hui, quel que soit notre ministère? Pourquoi avons-nous tant de difficultés à regarder cette question (i.e. nos "larmes" naissent-elles de mouvements semblables à ceux qui ont fait naître des larmes chez Ignace)?

5.- L'année des Anniversaires ignatiens coïncide avec le 100ème anniversaire de l'Enseignement social catholique (*Rerum novarum*, 1891). Ce dernier anniversaire sera commémoré par nombre de conférences, de publications, etc. Il me semble qu'il y a des rapports significatifs entre de nombreux thèmes des Exercices et de l'Enseignement social catholique, rapports que l'on pourrait fort à propos expliciter dans nos célébrations. Quelques exemples:

- a) Les premiers paragraphes de *GAUDIUM ET SPES* proposent la vue d'ensemble qu'Ignace donne dans la méditation de l'Incarnation.
- b) L'insistance d'*EVANGELII NUNTIANDI* sur le lien entre évangélisation et développement renvoie à la signification même de la méditation du Règne.

- c) L'accent mis par **SOLLICITUDO REI SOCIALIS** sur le péché structurel a des implications pour le regard qu'Ignace porte sur le mal dans le monde à la fois dans les méditations de la Première Semaine et dans les Deux Etendards.
- d) Comme cela a déjà été dit, l'insistance de l'Enseignement social catholique sur l'"option pour les pauvres" renvoie aux Exercices qui nous font demander la "pauvreté réelle".
- e) **LABOREM EXERCENS** propose une "spiritualité de la création" qu'il pourrait être intéressant de comparer avec certains thèmes du "Principe et Fondement" et de la "Contemplation ad amorem". Ces deux textes pourraient être critiqués par la nouvelle insistance écologique de **SOLLICITUDO**.
- f) L'appel de **PACEM IN TERRIS** à être des artisans de paix peut fort bien signifier une sorte de "Troisième Degré d'Humilité" dans bien des situations politiques d'aujourd'hui, v.g. dans le contexte de notre culture militarisée prendre activement position pour la non-violence, à l'exemple de Jésus.

6.- Voici encore quelques autres suggestions pour une intégration de la dimension sociale dans nos célébrations des Anniversaires ignatiens.

- a) Des expériences d'"insertion" (un temps de contact direct avec des gens vivant dans la pauvreté, la souffrance et l'injustice) pourraient être assurées comme préludes aux réflexions, conférences et célébrations pendant l'année des Anniversaires.
- b) Le sens **international** de la Compagnie devrait être souligné. Par exemple, quelles sont les implications pour notre spiritualité ignatienne d'une "tiers-mondisation" croissante de la Compagnie?
- c) Et en lien avec ce dernier point la pertinence de recherches d'inculturation dans la manière de donner les Exercices dans diverses parties du monde: par exemple, comment des directeurs appartenant à une autre culture sont-ils formés à donner des retraites dans une culture nouvelle? Comment les Exercices sont-ils pertinents pour la lutte contre le racisme?
- d) Quelles vues pouvons-nous tirer de l'expérience de nos collaborateurs laïcs ayant fait les Exercices concernant la pertinence de la spiritualité ignatienne pour une Eglise qui doit reconnaître le rôle et la mission irremplaçables du laïcat aujourd'hui? Qu'est-ce que l'expérience du "Jésuit Volunteer Corps" nous dit concernant notre spiritualité?
- e) Comment pouvons-nous gagner l'aide de directrices spirituelles et de théologiennes pour critiquer l'imagerie masculine des Exercices, afin de les appliquer davantage et d'une manière plus pertinente à la lutte contre le péché de sexisme?
- f) Pouvons-nous promouvoir les retraites selon la 19e Annotation parmi les travailleurs sociaux afin de les affermir face aux dangers du découragement, de la haine, de l'épuisement?
- g) Comment l'appel à lutter contre l'athéisme est-il en rapport avec l'"athéisme pratique" d'une injustice largement répandue dans un monde de pauvreté, de faim, d'oppression, de destruction écologique, etc., et que dit notre spiritualité ignatienne à un tel "athéisme pratique"?

ANALYSE SOCIALE ET DISCERNEMENT DANS LA PROVINCE DU MEXIQUE

Luis G. del Valle, S.J.

Ce texte a été préparé pour un séminaire sur l'analyse sociale organisé par Raúl Mora, Coordinateur de l'apostolat social pour son Assistance. Des spécialistes en sciences sociales, des théologiens et des travailleurs sociaux du Venezuela, du Nicaragua, du Mexique, de la République Dominicaine et de l'Argentine ont participé à ce séminaire. H. Volken, du Secrétariat Social de Rome, avait été invité à la rencontre.

Depuis 1972 on s'est considérablement intéressé à la question de la Délibération ou du Discernement Communautaire. Cela apparaît nettement dans le dossier réuni par le Centre Ignatien de Spiritualité (CIS). La 31e Congrégation Générale n'a pas traité explicitement de ce thème; pourtant ses documents renvoient directement deux fois à la "Délibération des Premiers Pères de 1539", et l'impulsion qu'elle a donnée à la vie communautaire a rendu possible cet intérêt porté au discernement communautaire.

Vers la fin de 1971 se tint une "Assemblée Générale de la Province" au Mexique. Je reprends quelques notes de la séance d'introduction: "Le processus dans lequel nous allons nous engager pendant ces quatre jours peut être brièvement décrit comme un effort pour parvenir à connaître la volonté de Dieu au moyen d'un discernement communautaire des esprits. Pour cela nous prendrons nos directives et adopterons nos attitudes de base à partir des Exercices Spirituels... Cet après-midi nous regarderons les faits ou les événements sur lesquels il nous faut réfléchir et aurons à faire un discernement communautaire des esprits."

En vérité, il fallait que cela prenne vie dans la Compagnie et dans notre Province. Les divers Centres spirituels, portant ou non ce nom, demandaient ce thème. Notre Province s'y consacra avec un optimisme un peu excessif. Il y eut un temps où nombre de changements et de tensions se produisirent dans la Province (nouvelles formes de vie de communauté, distinction entre les communautés et les oeuvres, nouvelles formes d'organisation, nouvelles perspectives et méthodes dans la formation, fermeture de notre collège "Patria" à Mexico). Les conditions étaient favorables pour mettre en route un dialogue mais non pas un discernement. Il n'y eut pas de pratique du discernement communautaire aux niveaux les plus bas.

Le discernement fait partie de la tradition de la Compagnie dès le temps de saint Ignace. Cependant nous ne l'avons pratiqué qu'au moment des retraites ou aux heures de crise. Il s'agit maintenant de discernement dans la vie ordinaire: le discernement des esprits qui nous conduit dans les événements de la vie quotidienne. La vie quotidienne est une succession d'événements; une réalité changeante bien plus qu'un environnement permanent, une situation

qui nous interpelle. Pour cette raison, dès que nous nous sommes mis à pratiquer le discernement se posa immédiatement la question de l'"analyse de la réalité" comme manière de nous situer au sein de l'"histoire vraie".

Dans la Province le besoin devint pressant de former des groupes de discernement. Le promoteur de ces groupes fut l'ancien Provincial Enrique Gutiérrez. Il invita quelques-uns de ceux qui avaient fait la grande retraite sous sa direction et sentaient le besoin de partager avec d'autres leur expérience d'un discernement personnel dans la vie quotidienne. A partir de 1976 ces groupes ont pris des formes différentes, réunissant soit des jésuites appartenant à diverses communautés, soit des jésuites de la même communauté, tous ou quelques-uns de la même communauté, ou bien divisés en plusieurs groupes quand la communauté était assez grande. Au cours de 1980 furent créés quelques groupes de discernement communautaire, non pas comme une étape plus importante du discernement personnel, mais comme une option différente.

Sous une forme ou sous une autre, tous les groupes en vinrent à analyser la réalité, en mettant l'accent sur une analyse de la Compagnie elle-même et de l'Eglise dans le contexte de la réalité mexicaine.

La méthode utilisée pour cette analyse sociale rencontra des difficultés en même temps que le besoin d'une recherche, comme l'avaient expérimenté les équipes apostoliques. Les groupes pratiquant le discernement prirent conscience de la réalité historique pour rechercher et découvrir la volonté de Dieu dans une vie ordinaire intimement mêlée à la réalité. Ils essayèrent de la découvrir à l'aide du discernement et en évaluant les mouvements des esprits dans les individus et les groupes, et cela en suivant les règles de saint Ignace.

Dans les équipes apostoliques, les décisions sont parfois prises par un discernement communautaire ou ce que l'on appelle discernement communautaire apostolique. Bien que je ne désire pas imposer à tous une terminologie particulière, je pense qu'il faut clairement distinguer entre discernement et délibération en tant que deux processus différents, bien qu'évidemment liés entre eux. Le but du discernement est d'obtenir de Dieu la grâce de percevoir la volonté de Dieu dans les situations historiques concrètes où nous vivons et d'être en accord avec cette volonté. D'un autre côté, la délibération est orientée vers la prise de décision concrète en obéissant à Dieu. Le discernement engendre des attitudes venant d'une claire reconnaissance de l'esprit qui nous meut dans la vie quotidienne: celui de Dieu, le mauvais esprit, notre esprit propre; et il fait en sorte que notre esprit soit pénétré par un "instinct" qui nous permet d'être mûs par l'Esprit de Dieu et non par le mauvais esprit. Le discernement est pratiqué quotidiennement et à cause des éclairs de lumière survenant dans notre vie quotidienne, au temps de la prière ou de l'examen de conscience. La délibération se fait pour des problèmes concrets qui, en raison de leur complexité, de leur implication importante ou d'autres raisons, valent la peine qu'on se livre à un processus de délibération de groupe.

Le discernement dans la vie quotidienne ne requiert pas une analyse de la réalité à l'aide des sciences sociales. Il importe qu'on se place face à la réalité; nous faisons tous cela, que nous soyons ou non des hommes de science. La méthode que nous utilisons pour communiquer à l'intérieur d'un groupe la réalité vécue consiste à raconter ce qui a été vécu. Ceci fait, suit alors comme cela a été dit, une communication concernant les mouvements des esprits expérimentés et le discernement que chacun fait de ceux-ci à la lumière des critères ignatiens; tout ceci est finalement soumis à la considération du groupe.

RENCONTRE DES CENTRES SOCIAUX NORD-AMERICAINS

Dix-huit jésuites Nord-Américains de différents Centres sociaux se sont rencontrés en avril à Chicago pour discuter de leurs histoires, d'une possible collaboration des uns avec les autres et pour partager quelques-unes de leurs luttes.

Cette première rencontre fut organisée et patronnée par le National Office of Jesuit Social Ministries de Washington. Y étaient représentés et des organisations bien établies et des Centres récemment fondés. Les sujets étudiés comprenaient l'émergence du "Quart Monde" dans les pays occidentaux, la nécessité de clarifier et parfois de dépasser l'idéologie, le rôle des femmes dans l'Eglise, la morale dans la communauté financière, les conflits internationaux, la course aux armements et les problèmes syndicaux.

Le directeur du National Office of Jesuit Social Ministries, Joe Hacala, dit que, bien qu'un certain réseau ait déjà existé parmi les jésuites engagés dans des oeuvres semblables, jamais un groupe aussi varié représentant les Centres Sociaux ne s'était réuni auparavant pour échanger sur des problèmes communs.

Des conversations sur les rapports entre l'idéologie et la 32e Congrégation Générale ont aussi fait partie du dialogue. Avoir une option préférentielle pour les pauvres fut réaffirmée comme étant fondamental pour la méthode des ministères jésuites. Un groupe de ceux qui étaient présents explorera le lien entre les ministères et le maintien d'une option pour les pauvres dans l'avenir. Un intérêt s'exprima aussi pour la mise au point d'une méthode jésuite déterminée pour travailler dans les questions sociales.

Mike Czerny, du Jesuit Centre for Social Faith and Justice de Toronto, expliqua comment son groupe commençait à examiner la manière dont survenaient en

réalité les changements. Il espère mettre au point une manière de lier l'analyse sociale avec les changements correspondants. On a été d'accord pour dire que la plupart des problèmes ont besoin d'être traités localement plutôt qu'à un plan national.

Les Centres de Ministères Sociaux furent décrits par Jack Morris, S.J. du Shalom Center à Seattle, comme aidant l'Eglise à vivre les valeurs de l'Evangile. Ceci fut suivi par la question de l'adaptation aux situations sociales changeantes et de la collaboration avec d'autres organisations communautaires ainsi qu'avec des universités jésuites pour former les gens aux questions de foi et de justice. La préoccupation pour une analyse sociale des structures publiques se fit entendre de la part de nombreux groupes représentant le travail parmi les réfugiés hispanophones; sont aussi revenues les questions syndicales, les problèmes d'environnement et les activités pour la paix.

D'autres ont rappelé que, dans le passé, écoles et hopitaux étaient là pour que l'Eglise réponde aux besoins sociaux, et que les Centres sociaux représentent l'avenir de ce que seront les structures de l'Eglise.

On discuta aussi de la participation au programme des célébrations pour le centième anniversaire de "Rerum Novarum" et le 200ème anniversaire de l'éducation jésuite aux Etats-Unis. Une autre question soulevée fut le 500ème anniversaire de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique et sur l'effet qu'a eu la culture européenne sur l'hémisphère occidental.

Les suggestions pour l'avenir concernèrent une éventuelle rencontre tous les deux ans, un réseau de travail sur les problèmes dont tous se préoccupent, une information de tous les jésuites des Centres concernant le travail pour et parmi les pauvres.

Les douze centres et bureaux sociaux représentés étaient: le Heartland Center à Chicago Est, l'Institute of Human Relations à la Nouvelle Orléans, le Shalom Center à Seattle, Proyecto Pastoral à Los Angeles, Appalachia Science in the Public Interest à Livingstone, Kentucky, l'Institute of Industrial Relations à Boston, le Jesuit Centre for Social Faith and Justice à Toronto, le Jesuit Office for Faith and Justice à New York, le National Board of Jesuit Social Ministries, et le National Office of Jesuit Social Ministries à Washington D.C.

NOUVELLES :

UNE REMARQUABLE LETTRE DES PROVINCIAUX D'AMERIQUE LATINE

Les Provinciaux d'Amérique Latine se sont réunis du 21 au 26 août à Cartagène, au nord de la Colombie. Au terme de leur rencontre ils ont adressé une lettre de six pages à leurs compagnons jésuites du continent, lettre qui aura vraisemblablement un grand impact sur l'apostolat de la Compagnie dans toute l'Amérique Latine. Il n'est pas possible de donner un résumé de ce document substantiel. Nous serons heureux d'en envoyer un exemplaire à ceux que cela intéresse (en espagnol).

Dans leur lettre, les Provinciaux renvoient à l'inspirations reçue près de la tombe de saint Pierre Claver qui s'était fait lui-même "l'esclave des esclaves". Ils mentionnent en outre comment le souvenir vivant des jésuites que leur "option pour les pauvres" ont conduit jusqu'au martyre leur a donné le courage de faire face aux défis qui naissent d'une situation de grave injustice sociale, d'appauvrissement de la majorité des gens, de la violence et de la corruption. A la lumière de la "nouvelle évangélisation" ils se sont posés la question: "Comment pouvons-nous réellement entrer en solidarité avec les opprimés? Comment pouvons-nous être assez proches des situations d'aujourd'hui pour que nous puissions être évangélisés et évangéliser par la nouveauté de l'Évangile?"

NOUVEAUX COORDINATEURS DE L'APOSTOLAT SOCIAL EN ASIE

- Le P. Ando Isamu a été nommé comme nouveau secrétaire du SELA pour l'Asie de l'Est. Le Secrétariat du SELA est passé de Manille à Tokyo.
Adresse: Jesuit Social Center
7-14 Kawada-cho, Sinjuku-Ku
Tokyo 162, Japon
- Le P. Vincent Mookenthottam a été nommé secrétaire du JESA pour l'Assistance de l'Asie du Sud.
Adresse: Jesuit Residence
225 Jor Bagh
New-Delhi 110 003, Inde

L'APOSTOLAT SOCIAL DANS L'ASSISTANCE D'AFRIQUE

Le P. Michael Schultheis, Coordinateur du Service Jésuite Des Réfugiés en Afrique a été chargé par les Supérieurs Majeurs de préparer un inventaire des ministères sociaux des Provinces et Missions du continent. De nombreux rapports lui sont déjà parvenus et un plus grand nombre sont attendus. A partir des informations recueillies, il sera possible de réunir des rencontres régionales, lesquelles prépareront le chemin en vue d'une meilleure coordination du Ministère social Justice et Paix dans l'Assistance d'Afrique.

RENCONTRE DE L'EUROJESS A VIENNE

L'EUROJESS est l'organisation des spécialistes jésuites en sciences sociales en Europe. Soixante-dix Jésuites ont participé à la rencontre qui a eu lieu du 30 août au 3 septembre à Vienne-Lainz (Autriche).

Avant la rencontre, plusieurs participants ont pu se joindre à un groupe qui allait visiter la Hongrie. Un programme y avait été préparé pour eux, en sorte que des orateurs compétents ont pu leur expliquer l'actuelle situation politique, économique et religieuse du pays.

Le thème de la rencontre EUROJESS elle-même était: Comment l'Eglise aujourd'hui parle-t-elle et doit-elle parler de la justice sociale? Les exposés furent de grande qualité et leur contenu se complétait. Les orateurs furent accessibles pour tous les participants. Causeries et discussions analysèrent critiquement la nature spécifique de l'enseignement social de l'Eglise, sans oublier la force et la faiblesse de son impact. En plus du programme officiel il y eut plusieurs rencontres de petits groupes afin de partager expériences et informations. Le P. Reguzzoni (Milan) fut élu nouveau Président d'EUROJESS pour succéder au P. Calvez (Paris). Le P. Koprowski (Varsovie/Rome) et le P. Herr (Bruxelles) sont deux nouveaux membres du Bureau de l'EUROJESS.

TROISIEME RENCONTRE EUROPEENNE DES JESUITES EN MISSION OUVRIERE

Environ quatre vingt dix jésuites ont participé à cette rencontre qui a eu lieu au début d'août à La Baume-lès-Aix, dans le sud de la France. Le thème de la rencontre était: "Quelle espérance portons-nous dans la situation d'injustice et d'exclusion que nous vivons dans nos diverses solidarités"? Il faut noter la participation de nombreux jeunes jésuites et d'autres qui, au sens strict, ne sont pas de tradition prêtres-ouvrières. L'esprit d'engagement et de réflexion efficace, l'un et l'autre bien vivante dans la M.O., explique cette grande attirance. Souplesse et ouverture face aux nouveaux défis transforment la M.O. en un mouvement plus large des jésuites en Europe dont la vie est marquée par l'option de vivre et de travailler avec les groupes sociaux marginalisés et plus vulnérables.

RENCONTRE EUROPEENNE DE SCOLASTIQUES JESUITES

Trente-et-un scolastiques jésuites se sont rencontrés pendant deux semaines à Heverlee (Belgique). Cette rencontre était centrée sur les expériences de travail avec les réfugiés, avec le "Quart Monde", avec les handicapés, avec les drogués, etc. Cinq thèmes furent choisis pour les discussions de groupes: formation, insertion parmi les pauvres, conscientisation et conflit, marginalisation. Il faudrait mettre davantage l'accent sur leur propre formation sociale. "Nous, jésuites collaborant avec les laïcs, nous désirons trouver de nouvelles solutions à nos problèmes: écologie, "Quart Monde", marginalisation, tout spécialement dette internationale."